

Prévention des chutes dans le bâtiment: aperçu des aspects juridiques

Canton NE

1. Prescriptions applicables à tous les bâtiments

Bases légales (état au 1.1.2022)	Normes citées dans la législation	Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés
<p>Réglementation générale de sécurité selon le droit de la police des constructions (pour toutes les constructions au niveau cantonal)</p> <ul style="list-style-type: none"> Art. 8 <u>Loi cantonale sur les constructions (LConstr.)</u>: Toutes les constructions et les installations doivent être conçues, réalisées, transformées, entretenues et démolies conformément aux règles de l'art et à l'état de la technique, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Art. 23 al 1 lit. a LConstr.: Le Conseil d'Etat arrête les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi, en particulier sur: a) la sécurité, la salubrité et l'accessibilité des constructions; Art. 23 al. 2 LConstr.: Il peut également arrêter d'autres dispositions de police des constructions d'intérêt cantonal et les dispositions qui s'appliquent en l'absence des dispositions communales prévues aux articles 24 et suivants. Art. 8c <u>Règlement d'exécution de la loi cantonale sur les constructions (REL-Constr.)</u>: Les constructions et installations sont réputées conçues, réalisées et entretenues conformément aux règles de l'art et à l'état de la technique lorsqu'elles répondent aux dernières normes professionnelles en vigueur pour l'affectation (habitation, restauration, industrie, etc.) et les éléments concernés (sols, murs, plafond, fenêtres, ventilation, escaliers, toilettes, déchets, etc.). <p>D'une manière générale, ces normes ont pour objectif préventif de garantir la construction de bâtiments "sûrs".</p>	<p>Les normes techniques doivent être respectées en raison de la technique de renvoi.</p>	<p>À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés peuvent devenir pertinentes.</p>

2. Prescriptions supplémentaires applicables aux constructions sans obstacles

<p>Sans obstacle de manière générale (pour tous les composants)</p> <ul style="list-style-type: none"> Art. 20 LConstr.: L'accessibilité des constructions et installations aux personnes handicapées physiques et sensorielles doit en principe être assurée. Art. 21 LConstr.: <ul style="list-style-type: none"> 1 Les constructions et installations nouvelles ouvertes au public ou destinées à l'habitation collective doivent être conçues, réalisées et entretenues en tenant compte des personnes handicapées physiques et sensorielles selon les normes techniques reconnues. 2 Le Conseil d'Etat détermine dans quelle mesure d'autres constructions destinées à l'activité professionnelle sont également soumises à ces exigences. 	<p>Norme SIA 500</p> <ul style="list-style-type: none"> Eclairage: Chap. 4 Orientation, éclairage Sols: Annexe B.1 Conformité des revêtements de sols, praticabilité et propriétés antidérapantes 	<p>À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés peuvent devenir pertinentes.</p>
---	---	--

Bases légales (état au 1.1.2022)		Normes citées dans la législation	Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés
<ul style="list-style-type: none"> Art. 22 LConstr.: Lors de transformations importantes de constructions et installations existantes mentionnées à l'article 21, les mesures prévues à cet article sont applicables si la situation de l'immeuble, sa structure et son organisation intérieure le permettent sans frais disproportionnés. RELConstr. (en général) Art. 23 RELConstr.: Les mesures prévues aux articles 13 à 22 sont réalisées conformément à la norme SIA 500 éditée par la société suisse des ingénieurs et des architectes. Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand) Ordonnance sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (OHand) 		<ul style="list-style-type: none"> Escaliers, marches: Chap. 3.6.3. Perceptibilité, marquage, Chap. 3.6.4. Mains courantes Barrières et garde-corps: Chap. 3.4.5 Barrières Locaux sanitaires: SIA 500 (Chap. 10.2. WC, salle de bains, douches) 	
3. Prescriptions supplémentaires applicables aux bâtiments à usage spécifique			
Bâtiments pour personnes âgées construits avec des fonds de promotion du logement	<ul style="list-style-type: none"> Art. 5 lit. c Loi fédérale encourageant le logement à loyer ou à prix modérés (LOG) : Les mesures d'encouragement sont régies par les principes suivants: c) le logement et son environnement immédiat doivent être adaptés aux besoins des familles, des enfants, des jeunes et des personnes âgées ou handicapées. Conception de bâtiments d'habitation adaptés aux personnes âgées (Aide-mémoire OFL, juillet 2013) 	Le législateur ne prévoit pas explicitement de norme. L'aide-mémoire OFL se réfère cependant de manière générale à la norme SIA 500 (chap. 9 et 10) ainsi qu'à la norme SN/EN 12464-1 pour la composante éclairage.	À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés (comme les mentions explicites dans l'aide-mémoire OFL par ex.) peuvent devenir pertinentes.
Etablissements sociaux	médico- <ul style="list-style-type: none"> Art. 39 et suivants Règlement cantonale sur l'autorisation d'exploitation et la surveillance des institutions (RASl) Planification Médico-Sociale pour les personnes âgées PMS, Projet Accueil & Séjour, normes et recommandations architecturales: long séjour, court-séjour et pension, Neuchâtel, Version proposée par le GT Séjour, 13 avril 2015 	Aucune norme, se référer à la réglementation générale. SIA 500	À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés peuvent devenir pertinentes.
Crèches, jardins d'enfants et écoles	Bâtiments sûrs pour l'école obligatoire: -		Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées.

Bases légales (état au 1.1.2022)	Normes citées dans la législation	Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés
<p>Crèches, jardins d'enfants Bâtiments sûrs pour les structures d'accueil collectif/crèches: et écoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Art. 15 al. 1 lit. d <u>Ordonnance sur le placement d'enfants (OPE)</u>: L'autorisation ne peut être délivrée que si les installations satisfont aux exigences de l'hygiène et de la protection contre l'incendie. • Art. 25 al. 2 <u>Loi cantonale sur l'accueil des enfants (LAE)</u>: Les structures d'accueil extrafamilial prennent toutes mesures utiles aux fins d'assurer la sécurité des enfants. • Art. 26 al. 1 LAE: L'espace, la lumière et les équipements doivent être suffisants pour permettre aux enfants d'évoluer, aux parents d'être accueillis et au personnel de travailler. • Art. 9 <u>Règlement général sur l'accueil des enfants (REGAE)</u>: 1 Les lieux d'accueil prennent toutes mesures utiles aux fins d'assurer la sécurité des enfants. 2 Le service peut fixer des mesures de sécurité propres à chaque institution. 		
<p>Bâtiments avec postes de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Ordonnance 3 relative à la loi sur le travail (OLT3)</u>: • Art. 14 Sols • Art. 15 Eclairage • <u>Ordonnance 4 relative à la loi sur le travail (OLT4)</u>: • Art. 9 Escaliers, couloirs • Art. 12 Garde-corps, balustrades • <u>Commentaire des ordonnances 3 et 4 du SECO</u> 	<p>Le législateur ne prévoit pas explicitement de norme. Le commentaire du SECO se réfère cependant de manière générale à différentes normes, par ex.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eclairage: SN/EN 12464-1 • Revêtements de sols DIN 51130 et DIN 51097 	<p>Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées ou en cas d'incertitudes au niveau des commentaires du SECO.</p>
<p>Bâtiments spécifiques (immeubles collectifs, commerciaux, bâtiments élevés, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Art. 19 al 2 <u>Arrêté cantonale concernant l'implantation et la construction des bâtiments scolaires communaux et des installations sportives</u>: La commission cantonale des constructions scolaires propose au département des normes en matière de constructions et d'équipement. • Art. 10 LConstr.: Dans les bâtiments qui contiennent des locaux ouverts au public, la sécurité des usagers doit être assurée, notamment par le nombre des issues, la disposition, les dimensions et le mode de fermeture des portes, le nombre et la largeur des escaliers, ainsi que la nature des matériaux. 	<p>Normes non spécifiées</p>	<p>Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées.</p>

Pour des explications plus détaillées, veuillez vous référer à la documentation technique du BPA réf. 2.034 «Prévention des chutes dans le bâtiment: aspects juridiques» (bfu.ch > Commander et télécharger > 2.034).